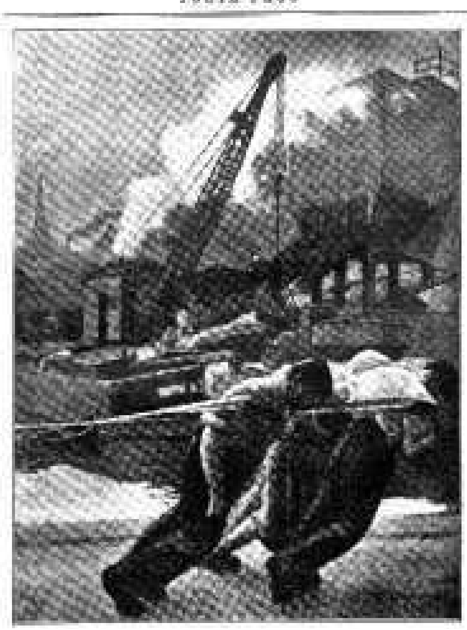
# La FORA

## FEDERACION OBRERA REGIONAL ARGENTINA

## I. Organisation ouvrière anarchiste

### E. Lopez Arango



LA PROTESTA

SUPLEMENTO QUINCENAL

PORTE PAGO




COLLECTION INTERNATIONALISME

# NOTE HISTORIQUE SUR LA FORA

On peut dater le début du mouvement ouvrier anarchiste argentin des années 1885, date à partir de laquelle se développèrent bon nombre de sociétés ouvrières. Très rapidement, l'idée d'une organisation ouvrière ouvertement truffée d'idéal anarchiste, développée par la quasi totalité des militants et relayée par une presse abondante (dont La Protesta), s'étendit de la capitale à l'intérieur du pays, entraînant la création de sociétés de résistance dans les principales villes de province.

En Mai 1901, une quarantaine de ces sociétés ouvrières établirent entre elles un pacte solidaire et constituaient ainsi la FORA. La référence à l'anarchisme constituait la pierre angulaire de cette organisation comme l'exprime la motion adoptée par le Congrès de 1905 : *"Le Vème Congrès de la FORA déclare que non seulement il approuve mais qu'il recommande à tous ses adhérents, le plus amplement, la propagande et l'illustration par l'exemple des principes économico-philosophiques du communisme anarchiste"*

Quelques uns des grands principes sur lesquels reposait la FORA sont synthétisés dans la présentation que cette organisation a envoyé au Congrès constitutif de l'Association Internationale des Travailleurs à Berlin en 1922 :

"D'esprit essentiellement anarchiste, la FORA ne peut concevoir d'autre système d'organisation que celui qui découle du fédéralisme le plus ample … Ce système, d'après lequel tous les individus, groupements, unions, jouissent de leur ample liberté, non seulement évite un centralisme odieux et générateur d'un fonctionnement bureaucratique, mais a pour vertu de mettre en mouvement une infinité de groupes fédérés, intelligemment en relation entre eux. Il en résulte que les affaires de l'organisation se trouvent entre les mains du plus grand nombre possible de militants."

"La FORA ne voit dans le syndicalisme autre chose que ce qu'il peut être : un moyen qui, parce qu'il est aux mains des déshérités, se positionne face au régime d'iniquité actuel, mais un moyen qui, en dernier examen, est en quelque sorte un enfant de ce même régime. Créé dans les entrailles de la

société bourgeoise, dans l'autoritarisme du monde ambiant, le syndicalisme est une arme, et, justement, parce qu'il est une arme, il peut servir autant la cause du bien que celle du mal (et nous sommes avertis que les armes se prêtent plus facilement au mal qu'au bien !)."

"Face aux voix qui réclament 'tout le pouvoir aux syndicats', la FORA, qui connaît tout le mal que constituent tous les pouvoirs, même lorsqu'ils sont aux mains de ceux qui préconisent une libération complète, réplique 'aucun pouvoir pour personne'."

"Ces réserves faites, la FORA, et c'est la raison pour laquelle elle l'adopte, reconnaît dans le syndicalisme le seul moyen dont disposent les travailleurs pour faire face à l'exploitation démesurée du patronat et pour se défendre contre la tyrannie de l'Etat. Mais elle n'attend pas du syndicalisme plus que ce qu'il peut donner en tant qu'arme défensive. Elle reconnaît en lui le moyen le plus efficace pour que les travailleurs prennent conscience de leur propre force, pour qu'ils acquièrent la capacité de résister au pouvoir des privilégiés et pour que puisse se produire, dans un moment particulier, les événements qui matérialiseront la révolution."

"En résumant sa conception du syndicalisme, la FORA déclare :

1) Que le syndicalisme est la manifestation embryonnaire du principe de solidarité et le creuset dans lequel prennent forme les premières rébellions prolétariennes. C'est dans ce sens qu'elle l'adopte, comme moyen face à l'ordre régnant.

2) Que rien, pas même le syndicalisme, n'a le droit de s'attribuer un rôle de direction dans les périodes révolutionnaires.

3) Qu'une fois que la révolution aura aboli le système capitaliste et la domination étatique, les organes du syndicalisme n'auront plus aucun rôle."

S'agissant des partis politiques, "La FORA constate que tous les partis politiques, y compris ceux qui s'appellent 'd'extrême gauche' sont des partis de gouvernement. Elle constate également que tous les gouvernements sont et seront nécessairement des ennemis de la liberté. Elle affirme donc que non seulement elle n'attend rien des partis politiques mais que, quel que soit le contenu de leurs programmes, elle se place face à eux et les combat sans pitié, en tant qu'ennemis de la liberté et du peuple".

A partir de la constitution de la FORA les luttes, sporadiques jusque là, prirent une ampleur croissante dans tout le pays. Forte d'un demi-million d'adhérents dans les années 20, la FORA fit trembler plusieurs fois le pouvoir sur ses bases et son importance dans l'histoire ouvrière est de tout premier plan : "Pendant les quarante dernières années, tout le progrès, toutes les avancées, toutes les conquêtes du monde ouvrier –et même la démocratie- ont été dues au mouvement prolétarien et paysan à la tête duquel se trouvait la FORA." (Juan Lazarte, 1933).

Ce mouvement, aussi original dans sa théorie et dans sa pratique que dangereux pour l'Etat et les patrons fit l'objet, pendant la cinquantaine d'années (1885 – 1930) ou il démontra sa vigueur, d'attaques ininterrompues. Le pouvoir utilisa ses deux armes habituelles : la tentative de pourrissement de l'intérieur et la force brutale.

Dès les premières années de la FORA, les partis "de gauche", les syndicalistes "révolutionnaires" et autres "apolitiques" pénétrèrent dans la FORA pour y semer la confusion idéologique, mener des campagnes de calomnie contre les "anarchistes dogmatiques" et plaider au nom des "réalités", des "revendications immédiates", de "l'unité de classe"… une "désanarchisation" de l'organisation. Leurs tentatives de prise en main échouant, les politiciens et réformistes menèrent une série de scissions – suivies d'autant de tentatives de réunifications- qui sous les noms les plus divers (Union Générale des Travailleurs en 1903, Confédération Ouvrière Régionale Argentine par la suite, Confédération Générale du Travail pour finir) avaient pour objectif d'affaiblir la FORA, de ramener les travailleurs vers les urnes, de concilier la classe ouvrière avec l'Etat.

Parallèlement, la répression se faisait de plus en plus terrible. On estime que plus de 5 000 militants de la FORA ont été abattus par les "forces de l'ordre" essentiellement dans les dernières années. Des dizaines de milliers d'autres ont été déportés (en Terre de Feu, l'équivalent de la Sibérie pour les révolutionnaires russes). Le total des peines de prison qui se sont abattues sur les militants de la FORA se chiffre à hauteur de 500 000 ans ! Les locaux de l'organisation ont été dévastés par la police, et les centaines de bibliothèques ouvrières qu'elle animait, incendiées. Les années de dictature qui suivirent le coup d'état du général URIBURU (6 sept 1930) finirent de décimer les adhérents et réduisirent la FORA à de simples noyaux militants.

L'expérience de la FORA, si elle garde en Argentine une aura historique, continue d'être totalement méconnue en Europe alors qu'elle constitue une des pratiques les plus riches de l'anarchisme international et que l'élaboration théorique à laquelle étaient parvenus ses militants pourrait largement servir de point de départ à un anarchisme du troisième millénaire.






# LA FORA,

## (FEDERACION OBRERA REGIONAL ARGENTINA)

# ORGANISATION OUVRIERE ANARCHISTE

## - I -

Le deuxième thème du Forum International organisé par "La Protesta" **(1)** à l'occasion de son trentième anniversaire, soulève diverses questions relatives à la théorie et à la tactique de l'anarchisme en tant que philosophie humaniste et que mouvement révolutionnaire.

Une étude approfondie des problèmes aigus du moment serait sans doute du plus grand intérêt. Mais, nous nous limiterons ici à tenter un bref essai sur quelques aspects de l'anarchisme en soulignant tout spécialement les erreurs du *"neutralisme syndical"* et de *"l'unité de classe"*, deux questions qui ont été des plus débattues ces dernières années dans les milieux révolutionnaires d'Europe et d'Amérique.

Il existe des anarchistes, et non des moindres, qui sont partisans des *"organisations spécifiques"* **(2)** et qui, néanmoins, n'acceptent pas qu'une organisation syndicale soit libertaire ! C'est cette contradiction qui nous amène à présenter ici le point de vue le plus répandu de l'anarchisme militant en Argentine.

# - II -

Chaque jour, la position des anarchistes partisans des organisations spécifiques nous semble plus contradictoire : cet anarchisme élude les fondamentaux de la doctrine pour se fixer sur des facteurs secondaires. La contradiction de cette tactique n'apparaît pas seulement dans les faits ; elle finit par se manifester également dans la doctrine. Cette dernière devient tellement élastique que, tout en se voulant universelle, elle réussit le tour de passe-passe de faire abstraction de l'universalité des facteurs qui déterminent l'état des choses actuel !

La spécialisation des activités révolutionnaires en secteurs cloisonnés conduit à l'étroitesse dogmatique et à un anarchisme de secte, qui confond les effets avec les causes du mal-être social, et qui, forcément, ne donne pas naissance à des mouvements vigoureux, impulsés par les anarchistes.

Les idées ne doivent pas être élaborées simplement pour trouver des réponses aux questions ponctuelles d'un moment transitoire, mais aller vers l'élaboration d'une nouvelle conscience universelle. Pour cela, il est nécessaire que les anarchistes soient dans le peuple ; qu'ils puissent se faire les interprètes de sa douleur, de sa misère mais aussi de ses désirs collectifs.

Ce réalisme dans la propagande et dans l'action révolutionnaire peut-il dénaturer la substance philosophique de l'Anarchisme ? Certains prétendent que la *"prolétarisation"* de l'Anarchisme est un danger car les conceptions philosophiques, définies par nos précurseurs, seraient pratiquement inaccessibles à l'intellect de l'ouvrier manuel. Ils font semblant d'ignorer que les Bakounine, Kropotkine, Reclus, Salvochéa, etc, ont popularisé eux-mêmes leurs idées dans le prolétariat et que la majorité des propagandistes anarchistes ont été ou sont des travailleurs ou se sont totalement identifiés à la classe des travailleurs.

La tendance à ne voir dans l'anarchisme qu'une philosophie, qu'une doctrine située au-dessus des préoccupations quotidiennes, qu'un principe inaccessible à la majorité, porte en elle la négation des valeurs éthiques de notre doctrine. Il n'est pas possible de parler de rénovation sociale en mettant de côté le prolétariat ou en le traitant comme un sujet d'étude, un animal de laboratoire. Les idées révolutionnaires doivent s'incarner dans l'âme

populaire, traduire les aspirations collectives, embrasser l'ensemble humain, ses souffrances, ses infortunes et ses espérances.

La pratique de l'anarchisme "fractionné", qui élude le problème essentiel -la lutte contre le capitalisme et de l'Etat- pour centrer la critique sur des aspects précis du problème social (antimilitarisme, féminisme…), conduit souvent ceux qui emploient ce procédé à la négation de toute lutte sociale réelle. Il y a pourtant une base commune à tous les anarchistes : la lutte contre l'autorité, contre le système économique, qui génèrent la violence et l'oppression organisées. Comment méconnaître l'oppression économique, fait aussi réel que palpable ? Refuser d'intervenir dans les luttes ouvrières, en alléguant que le contact avec les masses ouvrières tâcherait la blancheur immaculée de l'idéal, c'est transformer l'anarchisme en un jeu philosophique, un simple sujet de littérature.

Il y a des courants anarchistes qui se spécialisent exclusivement sur un thème, et qui n'analysent les problèmes sociaux qu'au travers du filtre de leur spécialité. Par exemple, nous avons des individualistes qui exhibent leur "superhumanité" comme une décoration et qui portent un regard méprisant sur la vile racaille. Nous avons aussi des organisations spécifiques – antimilitariste, végétarienne, antialcoolique, rationaliste, …- qui font passer l'avenir de l'humanité par la solution de *"leur problème"*.

Nous ne nions pas l'importance que peut revêtir, en un moment donné et dans un milieu propice, l'exagération d'un des nombreux vices du système, et donc la systématisation de la propagande suivant un axe antimilitariste, antireligieux, … Ce que nous combattons, en tant que déviation de la doctrine révolutionnaire, ce sont les dérives d'un certain anarchisme qui isole tel ou tel facteur, en ignorant que ce facteur se rattache à un phénomène social unique.

La synthèse du mouvement anarchiste peut facilement être trouvée dans la globalisation de tous les facteurs politiques, économiques et éthiques qui contribuent à donner sa physionomie à la cause unique, bien connue : l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est donc sur la base de cette réalité sociale globale, et non sur une des différentes facettes de cette réalité, que l'anarchisme doit définir le sens de sa propagande et de son action révolutionnaire. Et c'est parce que cette réalité est globale que nous pouvons

être à la fois syndicalistes et anarchistes, c'est-à-dire œuvrer dans les luttes à caractère économique comme membres d'une organisation prolétarienne et, en même temps, propager dans le syndicat des idées qui amplifient le domaine de l'action dans le champ de la lutte de classe. Pour que ces deux tâches soient complémentaires, -pour que les nécessités quotidiennes ne l'emportent pas indéfiniment sur les préoccupations idéologiques- il faut porter nos principes dans le mouvement ouvrier et impulser la lutte des travailleurs dans un sens clairement révolutionnaire. Les syndicats orientés par les anarchistes doivent être en même temps des écoles, des groupes d'action, des centres culturels, … regroupant toutes les aspirations qui convergent vers la solution du problème unique : la transformation de la société contemporaine.

Ce qui fait obstacle à cette conception, ce n'est pas tant les différences de tempérament, de goûts, etc. que l'absence dans le mouvement du niveau de compréhension nécessaire pour être capable d'appréhender le problème social dans sa globalité. Cet obstacle existe partout. En Europe, il constitue un rempart insurmontable, élevé par les anarchistes eux-mêmes dans le mouvement ouvrier.

La conception qui est la nôtre, en Argentine, d'un *"mouvement ouvrier anarchiste"* résulte de l'analyse du processus suivi durant un demi siècle par les idées socialistes et de l'étude des luttes du prolétariat pendant cette même période. En Argentine, il n'y a pas de différence substantielle entre le syndicat et le groupe anarchiste ; les deux remplissent la même mission de propagande, même s'ils se gèrent de façon différente. Les syndicats sont constitués d'ouvriers d'un même métier, les groupes remplissent des fonctions de propagande là où, pour quelque raison que ce soit, l'organisation ouvrière n'existe pas. Mais, dès que cela est possible, le travail de prosélytisme anarchiste est fait directement par le syndicat, ce qui explique pourquoi la propagande doctrinale et l'action professionnelle des travailleurs se complètent.

Nous avons en notre faveur l'expérience d'un mouvement qui ne se fractionne pas en fonction des différents aspects du problème social, sans que pour cela il oublie de les prendre en compte. C'est cette expérience constructive qui inspire nos critiques contre l'anarchisme de chapelle et de secte, si en vogue dans la majorité des pays.

Est-ce que la clarification sur ce point n'amènerait pas les anarchistes à trouver la base commune de leurs activités futures ?

# - III -

Quand nous signalons l'importance, pour l'anarchisme militant, du retour à l'activité dans le mouvement ouvrier, nous exprimons le souhait de reprendre le combat là où s'interrompit la tradition révolutionnaire de la Première Internationale. Nous ne faisons pas référence au concept classiste qui anima cette première tentative d'union fraternelle entre toutes les victimes du joug capitaliste. Ce que nous revendiquons dans l'Internationalisme d'il y a un demi-siècle, ce n'est pas la force instinctive qui lui a donné des apparences révolutionnaires, mais très précisément la doctrine qui amena des orientations idéologiques à ce regroupement d'individus dont le point de départ était la satisfaction des nécessités les plus urgentes. Cela veut dire que nous voyons en Bakounine l'interprète d'une conception opposée à la doctrine marxiste et à la tendance manifestée par les socialistes autoritaires de subordonner les problèmes éthiques au facteur économique.

Nous considérons cependant que le bakounisme n'est pas une doctrine achevée. C'est sur la base de l'esprit subversif de Bakounine et non par rapport à l'éventail de ses conceptions tactiques –répondant presque toujours au caractère transitoire des phénomènes sociaux- que nous devons construire l'Internationale et notre propagande dans le mouvement ouvrier. Il est intéressant dans cette perspective de souligner que l'échec de la Première internationale était un événement inévitable, indépendant des luttes personnelles qui l'agitèrent pendant sa courte existence. Même sans l'inimitié entre Marx et Bakounine, la scission se serait produite entre les autoritaires et les libertaires. Ils étaient dans les mêmes organisations, mais sans avoir entre eux un véritable lien de solidarité.

La politique unitaire de la Première Internationale ne peut plus être appliquée aujourd'hui. L'évolution idéologique du prolétariat ne s'est pas faite conformément à ce que prévoyait dans sa rigidité le dogme marxiste, mais a eu des manifestations éthiques diversifiées. Dans l'enfance du socialisme, il a pu être facile d'organiser la classe ouvrière sous un même

drapeau. Seule existait une conception classiste rudimentaire -qui était plus un désir d'amélioration économique qu'un espoir conscient d'émancipation sociale. Pour parer à cela, certains ont proposé de faire du syndicalisme une doctrine intermédiaire, équidistante du marxisme et de l'anarchisme. Mais l'ouvrier ne peut être une chose quand il mange et une autre quand il pense ! D'autant que, c'est un fait prouvé, les "intérêts de classe" qui justifieraient une telle union n'émergent qu'à partir du moment où une minorité consciente parvient à leur donner une expression.

Le mouvement ouvrier suit un processus parallèle à l'évolution de la société. La réalité économique, par ce qu'elle impose quotidiennement aux esclaves du salariat, amène la classe ouvrière à ajuster son action aux impératifs monstrueux de l'économie. Mais, le fait que les travailleurs s'organisent en fonction de la structure économique du capitalisme ne veut pas dire que c'est dans ce modèle organisationnel que se trouve le modèle, l'objectif de la révolution !

Même si les besoins et les espoirs d'amélioration immédiate des hommes soumis à la même dure loi du salaire sont strictement communs, même si tous les travailleurs sont organisés sur le terrain de la lutte de classes, même s'ils luttent avec la même passion, ressentent la même haine pour l'exploitation et la tyrannie… quand se pose la question *"comment abattre cette tyrannie"*, les divergences surgissent immédiatement. Le socialiste essayera toujours d'éviter des conflits graves : il proposera des mesures de conciliation, des arbitrages, des lois "protectrices", des transactions humiliantes. L'anarchiste, au contraire, soulignera la nécessité de poursuivre directement la lutte –tant qu'il y a de l'énergie pour cela-, et pas seulement contre l'exploiteur direct -le patron au centre d'un conflit en cause- mais aussi contre les lois qui protègent son avarice, contre l'autorité qui protége les exploiteurs. Et il reste encore la tendance intermédiaire : le syndicalisme de classe qui se veut neutre, car il serait au-dessus des idéologies. Quelle attitude ont les "syndicalistes" face aux conflits sociaux ? Ils cherchent toujours une solution acceptable, adaptée à l'apparence des *"contingences économiques*" du moment, de peur de contredire *"la réalité"*. Les tendances syndicalistes, nées de la théorie neutraliste, ont fini par coller aux aspects les plus passagers de la réalité économique.

Ces faits nous amènent aux conclusions suivantes : une tactique unique au mouvement ouvrier n'est pas possible, et il est encore moins facile de trouver une base commune aux tendances qui divisent aujourd'hui le

prolétariat. En particulier, nous affirmons que le syndicalisme échoue en tant que doctrine, en tant que principe classiste se voulant au dessus des tendances.

Actuellement, sur le plan international, le socialisme se divise en trois tendances bien définis. : la FSI d'Amsterdam, l'ISR de Moscou, l'AIT de Berlin, qui correspondent à la social-démocratie, au communisme bolchevique et à l'anarchisme. La division idéologique du prolétariat ne se résume pas à ses trois internationales. D'autres tendances autoritaires, politiques et confessionnelles, comme le cléricalisme et le fascisme, dominent une part du prolétariat, … sans que la *"conscience de classe"* révèle aux esclaves du salariat les mensonges des démagogues, des partis et des églises !

Rappelons que, dans des pays comme la Hollande et l'Allemagne, toutes sortes d'organisations idéologiques –catholiques, protestantes, socialistes, bolcheviques, anarchistes, syndicalistes…- sont présentes dans le mouvement ouvrier. Peu ou prou, elles reposent toutes sur la notion de lutte des classes. Pourtant, elles ne coïncident pas entre elles, ni en ce qui concerne leurs théories, ni leurs tactiques ni leurs actions. Quelle valeur pouvons-nous alors accorder à ceux qui prêchent l'unité ouvrière au-dessus des hommes et des idées ?

Il n'est pas nécessaire de chercher d'autres exemples en Europe pour démontrer la tromperie de la politique unitaire. Dans les Amériques, toutes les nuances du mouvement ouvrier sont également représentées. Le courant internationaliste s'exprime dans deux tendances principales : autoritaire et libertaire.

Nous, anarchistes d'Argentine, luttons pour donner au mouvement ouvrier une traduction anarchiste. Nous ne nous obstinons pas à méconnaître la réalité ou à tordre les faits pour qu'ils correspondent à de vagues chimères unitaires. Nous n'avons pas non plus une politique de conciliation envers les ennemis occultes ou déclarés de l'anarchisme. C'est pour cela, qu'outre le danger capitaliste, nous soulignons la dangereuse tendance que constitue l'autoritarisme marxiste ainsi que la propension des syndicalistes neutres à confondre le fond du problème avec ses aspects contextuels.

# - IV -

Il est indiscutable qu'il existe une tendance marxiste, prédominante dans le mouvement ouvrier, qui s'exprime avec une phraséologie subversive et assume très souvent, sous la pression des événements, les aspects les plus aigus de la lutte des classes. Cette tendance n'a pas de signe extérieur permettant de la reconnaître. Généralement elle se confond avec les courants révolutionnaires du syndicalisme. C'est d'autant plus facile qu'elle masque habilement ses objectifs politiques (en particulier l'activité parlementaire) pour obtenir, l'adhésion des travailleurs syndiqués. De ce fait le double jeu des disciples de Marx n'est pas toujours facile à dévoiler.

Cependant, la critique du socialisme parlementaire est aisée. Elle se fonde sur l'analyse des pratiques socio-réformistes et sur l'expérience qui démontrent sa stérilité. Mais le marxisme ne se trouve pas seulement dans les parlements et le parlementarisme. Nous pourrions dire que c'est dans les organisations ouvrières que la doctrine du matérialisme historique s'exprime avec le plus de force, d'autant qu'elle se calque sur la centralisation industrielle. Sur cette base elle développe dans le prolétariat une mentalité qui s'enchâsse parfaitement dans la mentalité capitaliste. La sujétion de la classe laborieuse aux facteurs matériels correspond parfaitement à la doctrine autoritaire : elle transforme le salarié en un engrenage inconscient de la machine économique, tout en faisant du régime actuel une conséquence naturelle du déroulement de l'histoire.

De la *"réalité historique"* ainsi conçue découle le fatalisme selon lequel le processus d'extension et de centralisation industriels *"ne peut être cassé par les travailleurs"* quelle que soit leur volonté consciente et la force de leurs organisations. Le mouvement ouvrier, au lieu de constituer le pôle opposé du développement capitaliste, devient ainsi la conséquence de ce dernier. C'est pourquoi les organisations ouvrières sont sujettes, d'après les disciples de Marx, à des lois inexorables qu'elles ne peuvent pas abolir.

En théorie, ceux qu'on appelle les *"syndicalistes révolutionnaires"* n'acceptent pas les pratiques réformistes des marxistes. Mais, dans les faits,

ils se trouvent d'accord avec eux : non seulement ils subordonnent le mouvement ouvrier au processus de centralisation capitaliste, mais encore ils soutiennent que les syndicats doivent conserver la neutralité idéologique la plus absolue. Le syndicalisme unitaire (qui *"se suffit à lui-même",* qui comprend l'action du prolétariat comme une lutte d'intérêts économiques et qui fait reposer tout le changement social sur le remplacement des maîtres actuels) a finalement la même pratique que les tendances autoritaires dans leur conception primitive.

Les chefs syndicaux socio-réformistes, prétendent eux aussi que les syndicats doivent écarter les questions politiques. Cependant, ils ne renoncent pas pour autant à leurs finalités politiques lorsqu'ils gèrent les syndicats !

Voici comment les théoriciens marxistes posent le problème de l'industrialisation du mouvement ouvrier :

*"Il est connu,* d'après Marx, *que l'association ouvrière moderne est une conséquence nécessaire de l'apparition de la grande industrie, laquelle suit un processus de développement qui la conduit à une concentration chaque jour plus grande. La forme de l'organisation ouvrière doit être déterminée par la forme de l'organisation industrielle. C'est un fait qui peut difficilement être discuté aujourd'hui. Il est fréquent, dans les milieux ouvriers et comme thème de propagande, d'exagérer ce principe en invoquant, pour stimuler l'organisation des prolétaires, les succès obtenus par les organisations de résistance patronales face aux revendications ouvrières."*

Pour les marxistes, le mouvement ouvrier n'est pas indépendant du processus de développement capitaliste –des conflits industriels provoqués par la concurrence et des crises subséquentes provoquées par la spéculation. Pour eux, en incluant sous cette étiquette même ceux qui ne participent pas aux activités parlementaires, ce qui est important, c'est de diriger la machine étatique. Le marxisme économique, qui se pose en ennemi de la conquête politique, accepte ce point de départ comme nécessaire au perfectionnement des organisations ouvrières : *"Ici et là naîtront différentes usines qui, peu à peu, ressentiront la nécessité de se mettre en relation pour résoudre des problèmes communs : acquisition de matières premières, machines, conquêtes de marchés, etc. A ce stade de développement industriel correspondra approximativement une organisation constituée par un organe*

*national centralisé, faible et indifférencié, chargé de modeler progressivement l'organisation dans son ensemble au fur et à mesure que ses exigences deviendront plus grandes et ses conflits plus complexes. Au fur et à mesure que la concentration industrielle progresse, l'organisation ouvrière devra aussi progresser en complexité, en spécialisation dans les fonctions, en concentration et unification de sa vie organique. A la concentration d'une industrie, peu différenciée regroupant divers métiers, devra correspondre à peu près dans l'organisation ouvrière la formation de Fédérations nationales de métiers, en tant qu'organes plus perfectionnés des syndicats isolés dans l'organisation nationale. A la concentration d'une grande industrie différenciée en métiers divers devra correspondre dans l'organisation ouvrière l'apparition de Fédérations nationales d'industrie, capables de résoudre, du point de vue ouvrier, les problèmes que les grands propriétaires résolvent du point de vue du capital."*

Voilà la synthèse du point de vue de la tendance marxiste, qui prédomine dans le mouvement ouvrier. Et, même si cela peut paraître étrange, beaucoup d'anarchistes et de syndicalistes, amourachés de grandes corporations, d'armées ouvrières disciplinées, du monstrueux progrès industriel et des révolutions vouées à l'échec (qui entendent créer la société nouvelle dans la coquille de la vieille), l'acceptent.

## - V -

Nous ne comprenons pas cet anarchisme qui se veut *"historique et scientifique"* et qui se différencie seulement des théories marxistes par son opposition à l'Etat en tant qu'entité politique. La théorie du syndicalisme révolutionnaire apolitique n'exprime pas avec assez de clarté les objectifs d'une révolution sociale. En effet, on peut combattre l'Etat sous sa forme historique actuelle, s'opposer à la propagande réformiste des sociodémocrates, nier l'efficacité des lois et même faire une critique acerbe du parlementarisme sans que tout cela suppose nécessairement une attaque de fond contre le système étatico-capitaliste. Si, sur le plan politique on nie l'efficacité des tactiques marxistes mais que, sur le terrain économique on

accepte ces mêmes tactiques, comment peut-on élaborer un mouvement révolutionnaire capable de se libérer du cercle vicieux dans lequel tournent actuellement tous les partis ouvriers ? Et, si on pense que le prolétariat est seulement le résultat d'un processus social qui se réalise sans qu'il ait besoin d'intervenir –si ses idées sont le fruit de la nécessité et si toutes ses actions sont commandées par le facteur économique- comment les anarchistes pourraient-ils rompre le cordon ombilical qui attache la classe ouvrière au ventre de la bourgeoisie ?

Pour les socialistes, les marxistes, à la centralisation du pouvoir économique doit répondre la centralisation du pouvoir politique. C'est là la clef de la *"science historique"* de Marx. C'est de là qu'ils préconisent la nécessité pour la classe ouvrière de conquérir l'Etat car, de cette conquête découlerait ce qu'ils appellent la direction de l'économie, la socialisation du capitalisme. Il s'agit clairement d'un sophisme sociologique, dont les faits montrent l'inanité, puisque le *"gouvernement du prolétariat"* –en fait, le gouvernement du parti politique qui exerce le pouvoir en son nom- appelé également gouvernement du peuple par le peuple est en fait le despotisme d'une minorité qui s'appuie sur la passivité de la majorité exploitée et tyrannisée.

Nous avons parlé de la logique marxiste qui, même si cela n'est pas toujours le cas dans les faits, exprime, au moins dans sa théorie, des préoccupations matérialistes. Mais, que penser de l'erreur dans laquelle tombent beaucoup d'anarchistes qui, à la fois, plaident pour la destruction de *"l'Etat politique"* et défendent –en l'appelant évidemment d'une autre manière- un *"Etat économique"* ?

Mais précisons d'abord le sens de ces deux expressions que d'aucuns considèrent comme équivalentes. Par *"Etat politique",* nous entendons un ensemble de lois qui imposent aux populations un *"contrat social"* fort coûteux pour elles. Par *"Etat économique"* nous entendons l'ensemble de l'organisation constitutive du système capitaliste capable de perdurer et de survivre, malgré les réformes et les révolutions politiques. Nous voulons dire par là que l'organisation sociale peut être détruite, la phase historique actuelle de l'Etat peut être abolie, la bourgeoisie expropriée et l'exploitation privée éliminée, sans que ces changements matériels soient le signe de la chute définitive du capitalisme.

L'URSS nous offre l'exemple de cette persistance de l'organisation

capitaliste après la défaite de la bourgeoisie. On pourrait penser que le retour au capitalisme a été simplement permis par l'Etat, conservé par les bolcheviques. En fait, c'est bien plus que de cela dont il s'agit : ce qu'on observe en Russie, c'est un développement tout à fait exceptionnel du capitalisme, très embryonnaire jusque-là. En réalisant ce développement, la dictature du prolétariat trouve les conditions qui justifient sa persistance. On notera que dans ce cas, contrairement à la théorie marxiste, ce n'est donc pas le capitalisme qui donne naissance à la classe ouvrière.

Nous soutenons que l'assujettissement des organisations ouvrières au processus capitaliste et plus particulièrement au centralisme industriel, loin de faciliter la découverte de solutions économiques permanentes par le prolétariat, tend à transformer les salariés en esclaves volontaires d'un régime qui devient ainsi pour eux nécessaire bien qu'il soit absurde. Quant à l'action politique des peuples, subordonnée qu'elle est aux impératifs économiques, elle se réduit à changer les castes qui nous gouvernent, elle entend la révolution comme un coup de force qui détruit les systèmes juridiques anciens pour les adapter aux *"nouvelles nécessités"* économiques. Mais, que signifie pour le prolétariat mettre en phase le régime politique avec le régime économique ? Au mieux, de se transformer lui même en classe directrice et administratrice dans l'espoir que le capitalisme rende cette fonction historique compatible avec ses besoins !

Employer deux stratégies contradictoires pour combattre une même injustice et un même mal est une erreur. Il n'est pas possible de parvenir à détruire un Etat politique en laissant en place un Etat économique, car c'est ainsi qu'il faut l'appeler, même si les gouvernements accommodent en fonction de leurs exigences les structures de la société et régulent par des lois le fonctionnement des organes capitalistes.

Quand un gouvernement tombe, un autre le remplace promptement. C'est sur la base des intérêts et des ententes individuelles que les castes gouvernantes, avec l'appui de catégories variées de privilégiés, se relayent au pouvoir. Qu'importe si une situation révolutionnaire donne au prolétariat l'initiative de constituer le gouvernement, puisque, dans cette théorie, il procède, sur un critère de classe, à l'élection des administrateurs de la chose publique, ce qui les oblige en premier lieu à maintenir la machine économique en fonctionnement. C'est ainsi que, *"révolutionnairement",*

l'Etat est restauré sur les bases du capitalisme, car la mentalité syndicaliste ne conçoit pas d'autres solutions, car elle les trouve extérieures à *"l'ordre naturel des choses"*, c'est-à-dire aux besoins créés par le régime du salariat, de l'exploitation sur une vaste échelle, de l'économie régie par la loi de l'offre et de la demande, du monopole et du commerce.

Il faut donc que nous posions cette question : est-il possible d'arriver au communisme par le capitalisme ? Il n'y a pas un seul anarchiste qui soutiendra une telle absurdité.

Pour élaborer, dès à présent, les fondements éthiques et économiques de la société communiste libertaire, il est nécessaire de détruire chez les travailleurs l'esprit et les habitudes de l'esclavage, le culte de la loi, le respect des représentants du principe d'autorité. Et, les anarchistes qui appliquent au mouvement ouvrier les théories *"scientifiques"* de Marx en soutenant que la subordination du syndicalisme aux différentes étapes de développement capitaliste est une nécessité révolutionnaire inévitable, ne peuvent que très mal y parvenir. Pour parvenir au communisme anarchiste, il sera nécessaire de détruire l'organisation capitaliste et toutes ses copies révolutionnaires.

# - VI -

Il n'y a rien de plus opposé à la réalité du mouvement ouvrier révolutionnaire que la théorie unitaire. Le concept d'unité ouvrière exprime l'amalgame d'hommes liés par nécessité et par un précaire instinct de défense. Elle serait un fait si chaque individu dépendait d'un intérêt commun et dépasserait les passions et les égoïsmes particuliers. Mais, comme le progrès social est caractérisé par les particularités, ou plus exactement par l'individualisation, comme il se déroule moyennant un développement partiel des capacités et pas en suivant un processus uniforme de sélection de classe, il en résulte que les classes économiques ne rentrent pas exactement dans les petites cases prévues par les théologiens marxistes.

L'unité ouvrière est une thaumaturgie qu'expliquent à leur manière les

différents apôtres de la révolution classiste. Si l'individu est le résultat du milieu social dans lequel il vit, ces idées et sa volonté propre n'œuvrent pas comme déterminants pour le progrès humain. Nous admettrons clairement que les contingences économiques seules déterminent l'action de l'homme qui sera dans ce cas inconsciente ou produite par des causes ignorées. Cette métaphysique matérialiste ne nous convainc pas. Quelle valeur a pour la marche du monde cette pulsion purement instinctive, *"biologique",* qui serait le seul déterminant de l'organisation ouvrière ? L'homme lutte pour son pain, pour la satisfaction de ses besoins, certes. Mais, dans cette lutte, il y a presque toujours une impulsion altruiste : le désir d'assurer leur pain à tous les hommes. C'est ce qui explique le mobile de la révolte, qui va bien au-delà de la couverture des besoins urgents et de la division de classe.

En conséquence, nous constatons que la politique d'unité ouvrière – essence du classisme- cache des projets de subordination du mouvement ouvrier à l'autorité des chefs politiques qui agissent tout autour de la sphère syndicale. Ceux qui exploitent les revendications du prolétariat à des fins électorales, ont déclaré la guerre aux idéologies qui affichent clairement leurs projets. Et, cependant, ils appliquent leur propre idéologie aux organisations prolétariennes tombées sous leur contrôle.

Si nous, anarchistes, nous parlons aussi de lutte de classes, c'est pour souligner la réalité du contraste qui existe dans les conditions intellectuelles, éthiques et économiques des hommes qui constituent une même société mais qui sont séparés par un antagonisme irréductible d'intérêts et de privilèges. Mais, si, à cause de cela, nous prétendions donner un fondement à une théorie classiste, subordonnée au développement économique du capitalisme, nous tomberions dans l'erreur d'attribuer des valeurs révolutionnaires au mécontentement passagers des affamés. Nous ne méconnaissons pas l'importance, pour l'évolution des peuples, de la faim, des épidémies et de la guerre. Ce que nous nions, c'est qu'il se constitue un processus évolutif linéaire, lié à ses phénomènes, indépendamment de toute idée. La misère, peut soulever une population, mais elle peut en écraser une autre. La guerre, peut provoquer une révolte chez un peuple, mais épuiser ses voisins. Et il y a des tremblements de rage, des secousses d'énergie, d'irrépressibles besoins qui conduisent les hommes au désespoir et à la paralysie et non à la révolution.

De plus, deux révolutions provoquées par la conquête du pain peuvent suivre deux voies divergentes. Il n'existe pas de parallélisme entre les

mouvements de la classe ouvrière dans tous les pays, même entre ceux qui semblent proches sur le plan social et économique, parce que des facteurs idéologiques, qui prévalent sur les intérêts immédiats, modifient les orientations révolutionnaires.

Les différences entre les différents secteurs du mouvement ouvrier sont de plus en plus marquées. Le processus de différenciation idéologique, qui détermine la conduite des individus, s'observe même dans leurs journaux de propagande, qui limitent pourtant leurs propos à *"des objectifs immédiats"*. Tous les travailleurs auraient-ils les mêmes besoins, souffriraient-ils des mêmes injustices, dépendraient-ils du même maître … ils n'ont pas tous la même culture, les mêmes capacités, les mêmes idées. Conséquence logique : c'est sur le terrain des interprétations que le problème se pose, pour déterminer par quel chemin il faudra mener l'action collective pour mettre fin au règne de l'exploitation et de l'opprobre.

C'est en fonction de ces interprétations –pas tant sur le *"pourquoi"* de l'exploitation mais sur le *"comment"* y mettre fin- que les différents courants du mouvement ouvrier définissent leur doctrine particulière. L'équivalence des intérêts n'est pas égale à l'équivalence des opinions, des idées, des volontés. Ces dernières sont toujours supérieures aux premières car l'homme qui lutte est plus inspiré par ce qu'il pense que par ce qu'il sent. Cela veut dire qu'une masse de malheureux peut suivre, sous l'impulsion de ses besoins immédiats, une trajectoire révolutionnaire. Mais elle l'interrompt, la fait stagner, la paralyse aussitôt que ce besoin purement physique est satisfait. A l'inverse, une minorité consciente n'abandonne pas la lutte parce qu'elle a obtenu la satisfaction d'un objectif immédiat, au contraire, elle base sur cette réussite une stratégie dirigée vers l'émancipation totale.

Ces divergences de motivations et d'objectifs expliquent la désagrégation des conglomérats syndicaux unis *"organiquement"* par une discipline. Mais posons-nous la question : la variété et les différences que les idées introduisent dans le mouvement ouvrier sont-elles un mal ? Il est des anarchistes qui s'obstinent à ignorer ce fait naturel en soutenant comme *"nécessaire par force"* la conjonction de toutes les énergies du prolétariat dans un organisme représentatif de la classe. En réalité, ceux qui pensent ainsi se nient en tant qu'individus et s'excluent du processus qui détermine l'évolution véritable du mouvement révolutionnaire.

Les différents courants du mouvement ouvrier représentent, sur la

scène de ce qu'on appelle la lutte des classes, une variété de motivations révolutionnaires, de degrés de conscience, d'états idéologiques. Et les travailleurs apportent à la lutte des opinions, des initiatives, des idées qui divergent de l'uniformisation classiste … et cela, parce que l'interprétation des problèmes sociaux n'est pas identique pour un catholique et pour un socialiste, pour un autoritaire et un libertaire, pour un individu passif ou pour un rebelle.

# - VII -

Les considérations qui précèdent nous conduisent à une révision partielle de la tactique anarchiste, du moins en ce qui concerne l'attitude de la majorité des militants libertaires présents dans le mouvement ouvrier.

On nous dira que notre mouvement embrasse l'universalité des problèmes que posent à l'homme les expériences successives de vie sociale, et que, par tant, il n'est pas possible de fixer en un principe stable l'ensemble de l'idéologie révolutionnaire. Nous pourrions ajouter pour notre part que la force de l'anarchisme se trouve dans sa variété de nuances, d'interprétations, de tempéraments. Mais, sans méconnaître les préférences de chaque individu dans le travail éducatif des masses, dans l'activité de prosélytisme, n'est-il pas possible de définir une méthode de propagande et d'action pour la conduite de tous les anarchistes en ce qui concerne l'œuvre collective ?

Nous ne pouvons pas exiger de l'individualiste qu'il accepte des compromis d'ordre collectif –puisque cela blesse son individualité … De même, nous ne pouvons réclamer l'aide des groupes anti-syndicalistes pour faire de la propagande qui a comme objet immédiat l'organisation du prolétariat. Mais nous pourrions compter avec l'appui moral des uns et de autres, qui consisterait, dans ce cas, à renoncer à leurs hostilités et à leurs tentatives de détruire ce qui, finalement, n'exige d'eux aucun sacrifice.

Que les différentes interprétations de l'anarchisme s'entrechoquent sur le terrain de la pratique –champ d'expériences des théories révolutionnaires- est tout à fait explicable. Face au bolchevisme tous les anarchistes sont d'accord. Il s'agit de combattre la dictature, la restauration de l'Etat, le

centralisme bureaucratique et le retour vers le régime capitaliste en Russie. Mais, face au social-réformisme, l'accord n'est déjà plus aussi complet pour lui opposer une conception révolutionnaire et une force bien définie capable de limiter ses pillages. La majorité des compagnons d'Europe reconnaît la nécessité de prendre en compte le vieux litige entre autoritaires et libertaires mais continue de penser que le syndicat sera un champ neutre par rapport aux différentes tendances, qui ne sera subordonné à aucune des idéologies qui donnent le ton à la lutte sociale. Le syndicalisme, disent-ils, est exclusivement économique et doit se dédier, en marge des influences politiques qui lui sont étrangères, à l'impératif de la nécessité. Cette erreur tactique, qui laisse le prolétariat à la merci des aventuriers poliiques et des fonctionnaires syndicaux élimine les anarchistes en tant que facteur d'influence dans les orientations d'un mouvement ouvrier que les politicards du socialisme utilisent pour leurs besoins électoraux.

A cette opinion, généralement acceptée par les anarchistes de la majorité des pays, nous opposons la tactique du mouvement ouvrier à orientation libertaire. En quoi consiste notre globalisme révolutionnaire ? Dans la propagande révolutionnaire, dans le cas général, nous ne faisons pas de différences entre l'ouvrier et l'employé, le travailleur manuel et l'intellectuel. Nous ne considérons pas que le facteur économique détermine de par lui-même la révolte du prolétariat et, encore moins, qu'il le rende capable de mener une lutte émancipatrice. Nous reconnaissons l'importance de ce facteur, mais sans lui subordonner l'ensemble des autres facteurs qui contribuent à faire de l'être humain une entité pensante. D'un autre côté, si dans les domaines politique et économique tous les maux sociaux sont étroitement en relations, si toutes les injustices découlent d'un même principe et trouvent dans l'Etat leur personnification historique, pourquoi s'obstiner à isoler les différents effets d'une même cause et appliquer différents remèdes aux symptômes d'une maladie universelle ?

En répétant la tactique des social-démocrate et en se situant sur le plan politique, ceux qui recherchent des remèdes partiels à un mal historique ne font autre chose que de tomber dans le cercle vicieux du marxisme. Au lieu d'embraser l'ensemble des problèmes sociaux dans un mouvement révolutionnaire global, ce que nous faisons, ils ont créé autant de mouvements que la question sociale offre d'aspects ! Cette parcellisation nous a amené à la désagrégation actuelle de nos forces, affaiblissant l'anarchisme face à l'ennemi commun.

Il faut réagir contre cette désagrégation des forces et des volontés. L'anarchisme peut trouver une base d'action globale, sans que pour cela les animateurs des différentes particularités idéologiques renoncent à leur point de vue, si l'esprit libertaire anime et impulse la lutte de ceux qui ont fait leur la cause de la liberté et de l'émancipation du prolétariat.

# - VIII -

Pour les révolutionnaires d'il y a un demi-siècle, il était relativement facile de trouver au mouvement ouvrier une base commune d'action. La devise de la Première internationale, *"Travailleurs de tous les pays, unissez-vous"*, constituait en soi un ample programme d'action. Le socialisme, qui était l'idéal de toute une classe, n'avait pas encore été corseté par les formules *"scientifiques"*. Les intérêts immédiats unissaient tous les travailleurs organisés, en fonction d'un objectif commun. Et la Révolution, comprise comme un coup de force dirigée contre les capitalistes, représentait l'ensemble des intérêts économiques identifiés grâce au contraste social et à la pression des antagonismes entre exploités et exploiteurs.

Avec l'évolution des idées, les méthodes de lutte ont changé. La devise *"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes",* bien qu'elle constitue le leitmotiv du socialisme, a perdu sa force initiale de suggestion. Les travailleurs peuvent chercher leur émancipation par des méthodes directes, révolutionnaires, mais, selon les théoriciens marxistes, ils y parviendront plus facilement et à moindre coût en exerçant leur citoyenneté, en envoyant des députés au parlement, en utilisant la crise du capitalisme pour prendre progressivement le pouvoir... Cette tactique, fruit d'une théorie autoritaire qui a des millions d'adeptes, influe puissamment sur l'orientation du prolétariat et paralyse les forces révolutionnaires par l'illusion démocratique.

Quoiqu'on en dise, le syndicalisme –qualifié de neutre ou de révolutionnaire- n'est pas une doctrine. C'est un moyen d'action, fonction du processus social d'un peuple, qui prend dans les différentes écoles socialistes

les méthodes de propagande et le programme de ses possibles réalisations.

Si nous synthétisons notre pensée, nous parvenons aux conclusions suivantes :

Nous préférons l'organisation syndicale au groupe spécifique, non pas par le simple fait qu'elle soit *"ouvrière"* mais bien plus parce qu'elle réussit à attirer dans son cercle d'influence un plus grand nombre d'individus et offre ainsi un champ plus grand à l'action révolutionnaire. Nous rejetons le dogme réformiste selon lequel le syndicalisme n'admet pas d'autres luttes que celles dictées par les intérêts immédiats des salariés et nous concevons au contraire l'organisation prolétarienne comme un mouvement global du peuple. De la sorte, l'anarchisme cesse d'être une doctrine *"particulière",* extérieure aux travailleurs, située en marge ou au-dessus des syndicats.

Si nous préférons le syndicat au groupe d'affinité, et si, globalement, nous rejetons l'organisation spécifique anarchiste, cela ne veut pas dire que nous accordons de l'importance à la seule question économique. Ce que nous voulons précisément, c'est rompre avec la tradition syndicaliste et faire de l'anarchisme le nerf du mouvement ouvrier. Notre principal objectif est d'en terminer avec la division et la propagande sur deux terrains différents et chaque fois plus éloignés : l'économisme syndical et la doctrine pure.

*Emilio LOPEZ ARANGO, 1891-1929*

**(1)** Journal de la FORA.

**(2)** Ils sont partisans d'une organisation spécifiquement anarchiste mais aussi d'organisations spécialisées, spécifiquement antimilitaristes, rationalistes, végétariennes, antialcooliques… qui fractionnent l'anarchisme en autant de "spécialités".

**LOPEZ ARANGO Emilio** (Oviedo, 1891—Buenos Aires, 1929)

Après une adolescence passée à Cuba, ce libertaire espagnol arrive à Buenos Aires et y devient un militant actif chez les boulangers. Il participe à la rédaction de *El Obrero Panadero* et en 1916 devient rédacteur du quotidien *La Protesta*. Ami proche de D. Abad de Santillan, avec lui il combat farouchement, à travers les pages du quotidien anarchiste cité, les actions des anarchistes expropriateurs ; cette confrontation au sein du mouvement mène à son assassinat, en 1929, très vraisemblablement par Severino Di Giovanni.

**Pour recevoir un exemplaire de notre journal,**
***Anarchosyndicalisme !,***
**envoyez vos coordonnées à**

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

**http://cnt-ait-toulouse.fr**

# La FORA

## FEDERACION OBRERA REGIONAL ARGENTINA

# Organisation ouvrière anarchiste

### E. Lopez Arango

D'esprit essentiellement anarchiste, la FORA ne peut concevoir d'autre système d'organisation que celui qui découle du fédéralisme le plus ample … Ce système, d'après lequel tous les individus, groupements, unions, jouissent de leur ample liberté, non seulement évite un centralisme odieux et générateur d'un fonctionnement bureaucratique, mais a pour vertu de mettre en mouvement une infinité de groupes fédérés, intelligemment en relation entre eux. Il en résulte que les affaires de l'organisation se trouvent entre les mains du plus grand nombre possible de militants.

La FORA ne voit dans le syndicalisme autre chose que ce qu'il peut être : un moyen qui, parce qu'il est aux mains des déshérités, se positionne face au régime d'iniquité actuel, mais un moyen qui, en dernier examen, est en quelque sorte un enfant de ce même régime. Créé dans les entrailles de la société bourgeoise, dans l'autoritarisme du monde ambiant, le syndicalisme est une arme, et, justement, parce qu'il est une arme, il peut servir autant la cause du bien que celle du mal (et nous sommes avertis que les armes se prêtent plus facilement au mal qu'au bien !).

L'expérience de la FORA, si elle garde en Argentine une aura historique, continue d'être totalement méconnue en Europe alors qu'elle constitue une des pratiques les plus riches de l'anarchisme international et que l'élaboration théorique à laquelle étaient parvenus ses militants pourrait largement servir de point de départ à un anarchisme du troisième millénaire.

